

Source : http://www.liberation.fr/planete/2017/08/28/petrole-et-climat-un-secteur-menteur-par-essence_1592495?utm_campaign=Echobox&utm_medium=Social&utm_source=Facebook#link_time=1503950000

Téléchargement 30 08 2017

Pétrole et climat : un secteur menteur par essence

Par [Aude Massiot](#) — 28 août 2017



«L'Exxon Valdez» au large de l'Alaska, provoquant une marée noire en avril 1989. Photo Johna Gaps III. AP

L'industrie pétrolière connaissait les effets néfastes des énergies fossiles sur le climat depuis des décennies. Mais a préféré entretenir le doute, avec l'appui des récentes administrations américaines.

*«Lisez tous les documents et faites-vous une idée.» «Challenge accepted», ont répondu deux chercheurs de l'université Harvard à ExxonMobil, la plus grosse compagnie pétrolière et gazière cotée en Bourse au monde, et présente en France (Esso). En 2015, des enquêtes d'*Inside Climate News* et du *Los Angeles Times* prouvaient que la multinationale connaissait depuis des décennies les effets dévastateurs de l'exploitation des énergies fossiles sur le changement climatique. Mais n'en a pas averti le public, ni ses investisseurs. Exxon avait, à l'époque, dénoncé «des allégations basées sur des déclarations délibérément triées sur le volet». Les chercheurs de Harvard Geoffrey Supran et Naomi Oreskes ont alors épluché, pendant plus d'un an, 187 communications de l'entreprise, en interne, sur leur site web et dans les pages «Opinion» du *New York Times*, où pendant vingt-neuf ans, la multinationale a payé des publiereportages à 31 000 dollars. La conclusion des travaux des chercheurs, publiée le 23 août dans la revue *Environmental Research Letters*, est sans appel : «Nous avons trouvé des divergences systématiques entre ce que disent, en privé et dans les cercles académiques, les scientifiques d'ExxonMobil à leurs dirigeants, et ce que l'entreprise présente au public sur le changement climatique, explique Geoffrey Supran à *Libération*. ExxonMobil a mis en place, au moins entre 1977 et 2014, des tactiques pour induire en erreur le public sur la réalité des connaissances scientifiques sur le sujet.»*

«Boîte mail secrète»

Ce double discours, ExxonMobil et ses confrères de l'industrie des énergies fossiles l'ont entretenu, depuis presque cinquante ans, à grands frais. En 1998, un plan de communication lancé par l'institut américain du Pétrole, regroupant la majorité des entreprises américaines dans le secteur, et financé sur plusieurs années avec un budget de 2 milliards de dollars, prévoit : «La victoire sera obtenue quand la reconnaissance des incertitudes sur le changement climatique deviendra partie intégrante de la croyance populaire.» Pourtant, dix-huit ans auparavant, un rapport interne du même organisme établissait l'existence «de fortes preuves empiriques selon lesquelles la hausse de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère causée par les activités humaines est due principalement à la combustion des énergies fossiles». Mieux encore, l'étude prévoit «une hausse moyenne probable des températures mondiales de 2,5°C pour 2038», ce qui aurait «des conséquences économiques majeures». Ce réchauffement atteindrait «plus 5°C d'ici à 2067» avec «des effets mondialement catastrophiques».

Pendant toutes ces années, les géants des énergies fossiles n'ont pas hésité à dissimuler à leurs actionnaires et aux consommateurs les risques financiers pesant sur leurs activités alors qu'apparaissaient les limites des réserves planétaires. Par ailleurs, les politiques climatiques américaines ou internationales actuelles et à venir pourraient causer une forte dévaluation de leurs actifs. La justice américaine s'est vite emparée du dossier. En 2015, les procureurs généraux de New York et du Massachusetts ont lancé des enquêtes sur les possibles pratiques «frauduleuses» d'ExxonMobil envers leurs investisseurs et leurs clients. Dans les îles Vierges américaines, une investigation porte sur une possible violation des lois anti-racket par le pétrolier. Enfin, plus grave, en 2016, la Commission américaine des opérations en Bourse a lancé une enquête fédérale sur la légalité des déclarations de la multinationale à propos des risques économiques sur leurs activités, liés au changement climatique. Trois investisseurs et un ancien employé poursuivent aussi l'entreprise américaine. Le chercheur de Harvard Geoffrey Supran assure à *Libération* être prêt à témoigner devant la justice, si on le lui demandait.

En deux ans, l'enquête du procureur de New York a abouti à la remise par ExxonMobil de plus de

2 millions de documents internes : la partie émergée de l'iceberg. En mars, Eric Schneiderman a découvert l'existence d'un réseau de communication caché au sein du groupe. *«Rex Tillerson, alors PDG d'ExxonMobil et aujourd'hui secrétaire d'Etat [équivalent du ministre des Affaires étrangères], possédait une boîte mail secrète, depuis neuf ans, au nom de Wayne Tracker, dont les échanges ont été dissimulés à la justice»*, détaille Carroll Muffett, président du Centre pour le droit environnemental international. Le juriste a été lui-même cité à comparaître par ExxonMobil, au Texas, dans une tentative judiciaire par la multinationale de bloquer l'action des procureurs de New York et du Massachusetts. Sans succès. *«Pour rendre intraçable ce réseau entre les principaux dirigeants de l'entreprise, les adresses IP étaient rattachées à des employés subalternes, sans qu'ils aient les mots de passe des boîtes email, ajoute Carroll Muffett. ExxonMobil assure maintenant qu'une grande partie des emails ont été supprimés.»* Pour le juriste, *«les enquêtes contre Exxon ne sont qu'un début, il y en aura d'autres contre leurs concurrents, devenus alliés dans cette campagne de propagation du doute sur le changement climatique»*.

Shell pourrait être le prochain sur la liste. En février, le média néerlandais *The Correspondent* exhumait une vidéo réalisée en 1991 par l'entreprise pétrolière et gazière, prévenant que l'exploitation des énergies fossiles pouvait provoquer des catastrophes naturelles, des famines et le déplacement forcé de population, par son aggravation du changement climatique. Une réalité *«soutenue par un large consensus unique de scientifiques»*, précise la vidéo.

Dédommagements financiers

Du coup, le secteur commence à s'inquiéter des conséquences de ces velléités judiciaires à leur rencontre. En mars, dans un rapport, Chevron a été la première entreprise pétrolière américaine à reconnaître comme un risque financier les potentielles actions judiciaires sur le climat. Quatre mois plus tard, trois municipalités de la côte californienne ont attaqué en justice Chevron, Exxon, Shell, Statoil et Total, entre autres, pour demander des dédommagements financiers en compensation de l'adaptation à l'élévation du niveau des océans.

Un autre acteur de poids connaissait depuis longtemps les effets du changement climatique, n'a rien fait pour lutter contre et les a même dissimulés : le gouvernement américain. James Hansen, ancien climatologue de la Nasa, est sans doute un des mieux placés pour en témoigner. En 1988, il est le premier individu à parler devant le Sénat de la réalité du réchauffement du climat causé par l'homme et de ses conséquences catastrophiques. *«Malgré mes tentatives publiques pour porter le sujet à l'attention du gouvernement fédéral, beaucoup des connaissances qui existent depuis longtemps sur le sujet résident dans des rapports détenus aux plus hauts niveaux du gouvernement fédéral, dit-il à Libération. Notamment une étude du Conseil sur la qualité environnementale de 1977 alerte qu'une "hausse des températures moyennes de 2-3°C doit être considérée comme une menace environnementale majeure pour la planète".»* En 1965 déjà, le président Lyndon Johnson écrivait au Congrès américain pour avertir que la combustion des énergies fossiles avait commencé *«à modifier la composition de l'atmosphère au niveau mondial»* par *«l'augmentation [de la concentration] en CO₂»*.

«En 1990 et 1991, l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) a publié deux rapports où il est indiqué que les émissions de gaz à effet de serre doivent être stabilisées à 350 ppm si on veut éviter des conséquences catastrophiques, rappelle Lou Helmuth, directeur adjoint de l'ONG Our Children's Trust. Un programme d'adaptation propose déjà la mise en place d'un prix du carbone.»

Vingt-six ans plus tard, nous nous retrouvons avec une administration dont certains membres vont jusqu'à nier l'existence du changement climatique anthropique.» Depuis 2015, Our Children's Trust soutient 21 jeunes qui ont attaqué en justice le gouvernement fédéral devant la cour de l'Oregon (*lire ci-dessous*). Ils accusent l'exécutif d'avoir violé leur droit constitutionnel à la vie, la liberté et la propriété, garanti par le cinquième amendement.

«Génération futures»

James Hansen s'est constitué parrain dans cette bataille judiciaire à laquelle participe sa petite-fille. *«La défaillance du gouvernement fédéral va faire peser un fardeau disproportionné sur les jeunes d'aujourd'hui et les générations futures»*, avertit le climatologue. Plusieurs lobbys de l'industrie des énergies fossiles s'étaient, dans un premier temps, joints au gouvernement dans le procès, avant de se rétracter, fin juin. Motif : l'administration Trump défend, selon eux, leurs intérêts de manière suffisante.

[Aude Massiot](#)